

Pourquoi la Suisse  dit

OUI AUX NOUVELLES CENTRALES NUCLÉAIRES

Sept affirmations des opposants passées au crible des faits

OUI AUX NOUVELLES CENTRALES NUCLÉAIRES

AUTEURS :
Guido Núñez-Mujica
Niels-Arne Münch

Anthropocene Institute

wePlanetTM
DACH

Centrale nucléaire de Leibstadt, Argovie

SOMMAIRE

02 INTRODUCTION

04 LES AFFIRMATIONS DES OPPOSANTS – ET CE QU'IL FAUT EN DIRE

04 1. « *La décision du Parlement va à l'encontre de la volonté populaire* »

06 2. « *Le nucléaire rend la Suisse dépendante de l'étranger* »

08 3. « *La « voie suisse » du solaire, de l'éolien et de l'hydraulique est déjà un succès* »

10 4. « *Les déchets radioactifs sont un problème non résolu* »

12 5. « *Le nucléaire est trop cher* »

15 6. « *Le nucléaire est trop dangereux* »

18 7. « *La Suisse peut atteindre le zéro net en 2050 sans le nucléaire* »

22 UNE SUISSE SANS ÉNERGIE NUCLÉAIRE : LES CONSÉQUENCES

28 CONCLUSION

30 AUTEURS

INTRODUCTION

Le 19 juin 2026, le Parlement a levé l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires, en vigueur depuis 2017, ouvrant ainsi la voie au remplacement des réacteurs existants. Une large coalition d'organisations antinucléaires a aussitôt lancé un référendum contre cette «loi sur le nucléaire». Le comité référendaire ayant annoncé le 19 septembre 2026 avoir récolté plus de 125'000 signatures, le corps électoral suisse se prononcera au plus tôt le 28 février 2027 sur l'avenir de l'énergie nucléaire.

Mais la question de savoir si la Suisse continuera de miser sur le nucléaire n'est pas un détail technique de la production d'électricité. Les conséquences de cette votation dépassent largement la politique énergétique au sens étroit; elles marqueront la Suisse et son rôle en Europe pour des décennies. Le présent rapport situe donc les principaux arguments de la campagne adverse et les examine en détail: qu'est-ce qui est exact, qu'est-ce qui est trompeur, incomplet ou tout simplement faux? Nous voulons ainsi donner une base factuelle à un débat trop souvent alimenté par des affirmations excessives plutôt que mené sereinement, chiffres solides à l'appui.

La question soumise au vote touche trois domaines fondamentaux.

Premièrement, l'économie et la prospérité.

Un approvisionnement électrique fiable et abordable est indispensable si la Suisse veut rester à l'avenir un site attrayant pour les industries à forte intensité énergétique, les centres de données et les technologies d'avenir. Les décisions d'investissement des entreprises dépendent aussi de la fiabilité et du coût de leur approvisionnement en énergie.

Deuxièmement, la souveraineté. Tout État qui doit couvrir une part croissante de ses besoins hivernaux en électricité par des importations devient dépendant des évolutions politiques et économiques de ses voisins, de leur parc énergétique, de leur niveau de prix, de leurs choix de politique énergétique. Si la Suisse reste en outre tributaire d'énergies fossiles, du gaz naturel par exemple, s'y ajoutent des dépendances géopolitiques qui dépassent de loin les frontières européennes. En période de conflits internationaux croissants, de telles dépendances peuvent coûter très cher. De manière générale, la marge de manœuvre en politique extérieure se réduit à mesure que diminue la maîtrise de son propre approvisionnement énergétique.



Troisièmement, les objectifs climatiques – tout aussi importants que les deux points précédents. La Suisse s'est fixé pour but de ne plus émettre de gaz à effet de serre nets d'ici à 2050. L'énergie nucléaire y contribue, contrairement à ce que l'on suppose souvent dans le débat public: elle fournit une énergie de base garantie et pratiquement exempte de CO₂, indépendamment de la météo et de la saison. Pour l'électrification croissante de la chaleur et des transports, cette fiabilité est une condition essentielle.

L'été de sécheresse 2026 a mis au jour un problème jusqu'ici peu remarqué. Après le printemps le plus sec depuis le début des mesures et une chaleur exceptionnelle, les niveaux de nombreux lacs d'accumulation et rivières sont tombés à des minimums historiques, entraînant de fortes pertes de production. L'hydraulique est elle-même confrontée, du fait du changement climatique, à des risques croissants de disponibilité et d'accident. Que la couverture médiatique de l'été se soit concentrée sur quelques centrales nucléaires contraintes de réduire leur puissance faute de tours de refroidissement donne une image faussée des risques réels pesant sur l'approvisionnement.

Une stratégie zéro net fondée sur une ressource dépendante de la météo, dont la fiabilité devrait se dégrader, est plus risquée que le recours à une technologie indépendante des conditions météorologiques comme le nucléaire.

Ces trois dimensions forment le cadre de ce rapport commun de WePlanet DACH et de l'Anthropocene Institute, qui examine dans les chapitres suivants sept affirmations de la campagne adverse.

Nous présentons ensuite une analyse de l'Anthropocene Institute. En 2021 et en 2025, deux centrales nucléaires suisses ont été indisponibles plusieurs mois pour cause de révision (Leibstadt en 2021, Gösgen en 2025). Ces épisodes permettent d'étudier les conséquences de cette indisponibilité et de se demander ce qu'ils révèlent d'un éventuel approvisionnement énergétique suisse sans nucléaire.



LES AFFIRMATIONS DES OPPOSANTS – ET CE QU’IL FAUT EN DIRE

Dans leur campagne, les partisans du maintien de l’interdiction de construire avancent une série d’affirmations dont le message commun est le suivant : la Suisse n’a pas besoin de nouvelles centrales nucléaires. Les thèses des opposants au nucléaire ont encore un autre point commun : elles sont trompeuses, incomplètes ou tout simplement fausses, comme nous allons le montrer.



1. « La décision du Parlement va à l’encontre de la volonté populaire »

La campagne adverse affirme : « Avec la loi sur le nucléaire, le Parlement et le Conseil fédéral ouvrent la voie à de nouvelles centrales nucléaires en Suisse contre la volonté du corps électoral. [...] Celui-ci s’est prononcé trois fois clairement en faveur d’un avenir renouvelable – en 2017 par le oui à la Stratégie énergétique, en 2023 lors de la votation sur la loi sur le climat et en 2024 par une nette acceptation de la loi sur l’électricité. » (Coalition « Non aux nouvelles centrales nucléaires », communiqué du 30 juin 2026 ; traduit de l’allemand) [1]

Cette présentation est trompeuse. D’abord, seul le projet de 2017 concernait directement le nucléaire : c’est là qu’a été introduite l’interdiction de construire, à l’art. 12a de la loi sur l’énergie nucléaire (LENu) : « Aucune autorisation générale ne peut être octroyée pour la construction de centrales nucléaires. » [2] La loi sur le climat de 2023 fixait des objectifs de zéro net pour 2050 et créait un fonds d’encouragement, sans mentionner le nucléaire ni l’exclure comme voie possible. La loi sur l’électricité de 2024 accélère le développement des énergies renouvelables et des infrastructures de réseau, en laissant intacte l’interdiction existante, sans l’aborder. Les opposants réunissent donc trois projets très différents sous la formule « trois fois clairement en faveur d’un avenir renouvelable », alors qu’un seul portait réellement sur la question du nucléaire – et c’est le plus ancien.

En outre, cette affirmation ignore l’évolution de l’opinion en Suisse. Aucune décision n’est prise pour l’éternité, mais seulement jusqu’à ce que les circonstances et les majorités changent. Or les sondages récents montrent clairement que le regard du corps électoral suisse sur le nucléaire s’est modifié.

Selon une enquête de Leewas réalisée pour 20 Minuten et Tamedia en septembre 2025, 56 % des Suissesses et des Suisses sont aujourd'hui favorables à la levée de l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires, contre 42 % d'opposants. [3] Fait particulièrement notable: pour la première fois depuis le début de la série d'enquêtes de gfs.bern en 2022, la moitié des personnes interrogées préfèrent la construction d'une seule nouvelle centrale nucléaire [4] à l'ajout de plusieurs installations renouvelables. Cette attitude plus favorable se reflète aussi dans le regard porté sur les centrales existantes: leur poursuite d'exploitation, tant que les réacteurs sont jugés sûrs, est désormais approuvée par 79 % des personnes ayant le droit de vote, selon l'étude « Sécurité d'approvisionnement 2026 » réalisée par gfs.bern sur mandat de l'Association des entreprises électriques suisses (AES), état en avril 2026. [5]

Selon un sondage récent, 56 % du corps électoral suisse approuvent aujourd'hui la levée de l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires.

Ce changement d'opinion est vraisemblablement lié à divers développements: la crise énergétique déclenchée par les guerres en Ukraine et au Moyen-Orient, l'aggravation de la crise climatique et une prise de conscience accrue de la non-faisabilité d'une approche « tout renouvelable ». Ces développements ont replacé au centre les questions d'un approvisionnement énergétique sûr, abordable et propre. Ce n'est pas le Parlement qui agit contre la volonté de la population: ce sont les opposants qui sont en retard sur l'évolution de l'opinion. Et c'est précisément pourquoi la question revient logiquement devant le peuple: lors de la votation de février 2027, la population pourra exprimer directement son point de vue dans les urnes. Ce n'est pas un contournement de la démocratie, c'en est le cœur.

Sources

[1] Coalition « Non aux nouvelles centrales nucléaires », communiqué du 30 juin 2026:

<https://www.neue-akw-nein.ch/aktuelles/buendnis-lanciert-referendum-gegen-das-atom-gesetz>

[2] Loi sur l'énergie nucléaire (LENu) du 21 mars 2003, art. 12a, RS 732.1:

<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2004/723/fr>

[3] 20 Minuten / Tamedia (enquête: Leewas), septembre 2025:

<https://www.20min.ch/story/neubauverbot-geht-es-noch-ohne-akw-frage-spaltet-das-volk-und-die-politik-103430471>

[4] cash.ch, « Kernenergie gewinnt in Umfrage deutlich an Rückhalt »:

<https://www.cash.ch/news/top-news/kernenergie-gewinnt-in-umfrage-deutlich-an-ruckhalt-943219>

[5] gfs.bern, « Versorgungssicherheit 2026 » (sur mandat de l'AES), état avril 2026:

<https://www.gfsbern.ch/de/news/versorgungssicherheit-2026/>

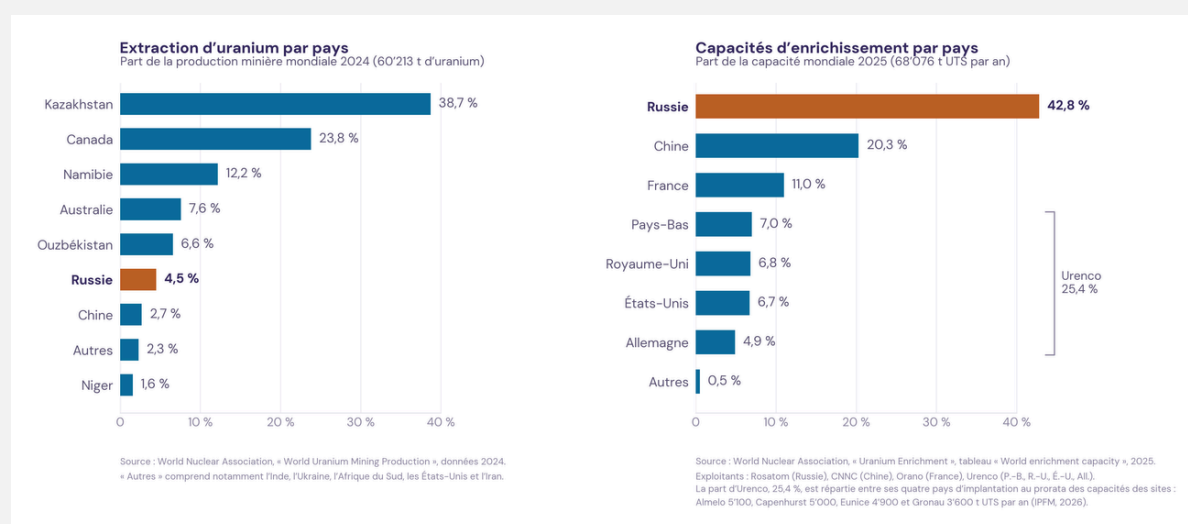
2. « Le nucléaire rend la Suisse dépendante de l'étranger »

La campagne adverse affirme: « Les centrales nucléaires ont besoin d'uranium radioactif et de technologie nucléaire provenant de l'étranger. » Et: « la Suisse restera dépendante des importations d'uranium en provenance de Russie. » (Coalition « Non aux nouvelles centrales nucléaires », « Les nouvelles centrales nucléaires nous rendent dépendants de l'étranger ») [1]

Le premier constat est banal: la Suisse importe presque toutes ses technologies énergétiques et tous ses combustibles, qu'il s'agisse de modules solaires et batteries chinois, d'éoliennes danoises ou de gaz norvégien. Si ce seul critère suffisait, aucune technologie ne subsisterait. La question pertinente est donc autre: la Suisse serait-elle dépendante de la Russie?

Pour la matière première elle-même, la situation ne pose pas de problème. La Russie, si souvent citée, n'extraît qu'une petite fraction de l'uranium produit dans le monde. Le premier producteur, de loin, est le Kazakhstan, suivi du Canada, de la Namibie, de l'Australie et de l'Ouzbékistan – la Russie ne vient qu'au sixième rang. [2] La diversité des fournisseurs exclut à elle seule toute dépendance.

Le goulet d'étranglement se situe en aval, dans la transformation. Parce que les entreprises occidentales ont volontiers externalisé ces étapes par le passé, pour des raisons de coûts, le groupe d'État russe Rosatom contrôle aujourd'hui environ un tiers des capacités mondiales de conversion et près de la moitié des capacités d'enrichissement. L'erreur a toutefois été reconnue au plus tard après l'agression russe contre l'Ukraine. Depuis, des fournisseurs occidentaux comme Urenco et Orano développent leurs propres capacités. [3] Orano agrandit son installation Georges-Besse II en France avec le soutien de la Banque européenne d'investissement, et Urenco a nettement accru sa capacité d'enrichissement. [4]



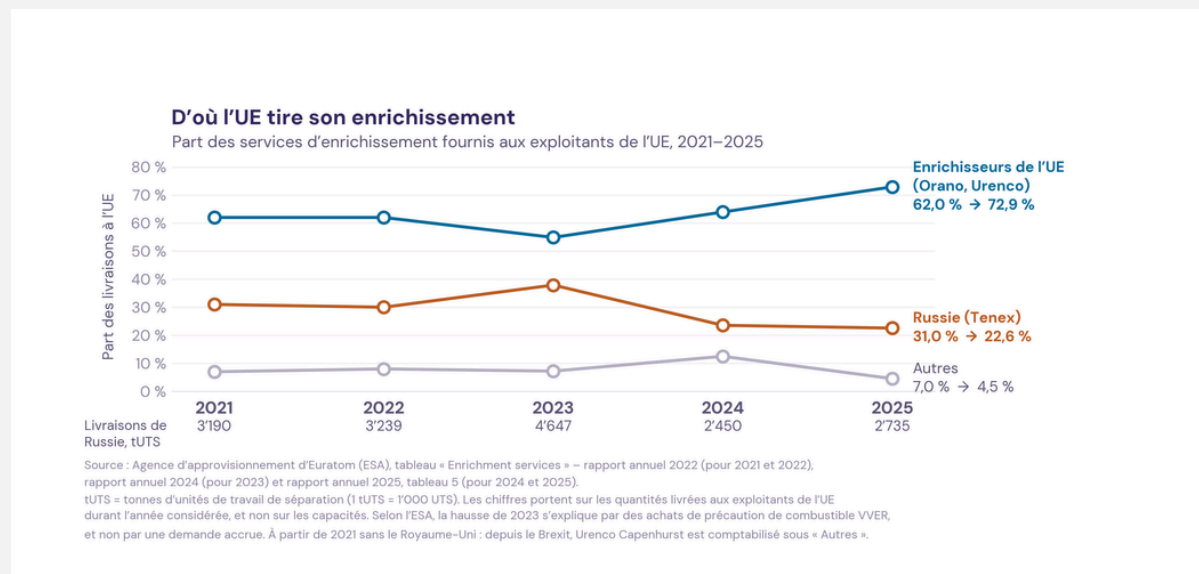
Par rapport aux années précédentes, la situation a sensiblement changé. Peu après le début de la guerre déjà, Axpo a décidé de ne plus conclure de nouveaux contrats avec des fournisseurs russes et de « renoncer aux fournisseurs russes sur toute la chaîne d'approvisionnement ». En février 2025, le groupe a signé à cet effet de nouveaux contrats de combustible avec des producteurs du Canada et du Kazakhstan; selon Axpo, grâce aux réserves disponibles, l'approvisionnement de Leibstadt et de Beznau ne dépend plus de sources russes depuis 2022. [5] Greenpeace conteste certes cette



présentation et évoque des livraisons indirectes par des voies détournées [6], mais la tendance est nette: la dépendance était réelle, elle diminue, sans être encore entièrement éliminée – ce qui est typique d’une phase de transition, comme en traversent actuellement d’autres pays européens.

Pour la question soumise au vote, la situation actuelle n’est de toute façon pas déterminante: le débat sur le renouvellement porte sur des centrales qui seraient raccordées au réseau dans les années 2040 au plus tôt. Qui veut un approvisionnement en combustible sûr et largement diversifié ne devrait donc pas renoncer à de nouvelles centrales, mais miser dès le départ sur des contrats occidentaux et sur la flexibilité – comme Axpo le fait désormais pour les installations existantes.

La dépendance de la Suisse n’a jamais porté sur l’uranium, mais sur l’enrichissement. Et c’est précisément là que l’Occident reconstruit ses capacités depuis 2022.



Sources

- [1] Coalition « Non aux nouvelles centrales nucléaires », « Les nouvelles centrales nucléaires nous rendent dépendants de l'étranger » : <https://www.stop-nucleaire.ch/arguments>
- [2] World Nuclear Association, « World Uranium Mining Production » (chiffres de production 2024) : <https://world-nuclear.org/information-library/nuclear-fuel-cycle/mining-of-uranium/world-uranium-mining-production>
- [3] Avenir Suisse, « Des Pudels Kern(brennstoffe)? » : <https://www.avenir-suisse.ch/des-pudels-kernbrennstoffe/>
- [4] Forum nucléaire suisse, « Frankreich erweitert Urananreicherungsanlage mit EIB-Unterstützung » : <https://www.nuklearforum.ch/de/news/frankreich-erweitert-urananreicherungsanlage-mit-eib-unterstuetzung>
- [5] Axpo, communiqué « Axpo unterzeichnet neue Brennstoffverträge für Kernkraftwerke », 17 février 2025 : <https://www.axpo.com/ch/de/newsroom/medienmitteilungen/2025/axpo-signs-new-fuel-contracts-for-nuclear-power-plants-.html>
- [6] Greenpeace Suisse, « Uran für die Atomkraftwerke der Axpo: Russlands langer Schatten », mai 2026 : https://www.greenpeace.ch/static/planet4-switzerland-stateless/2026/05/20260528-Uran-fuer-die-Atomkraftwerke-der-Axpo_-Russlands-langer-Schatten-Volltext.pdf

3. « La « voie suisse » du solaire, de l'éolien et de l'hydraulique est déjà un succès »

La campagne adverse affirme: « Cette voie est un succès: la Suisse peut couvrir ses besoins en électricité avec de l'énergie indigène issue du solaire, de l'éolien et de l'hydraulique. » (Coalition « Non aux nouvelles centrales nucléaires », communiqué du 19 juin 2026; traduit de l'allemand) [1] Sur son site français, la coalition résume la même idée par un mot d'ordre: « Misons plutôt sur les énergies locales issues du soleil, du vent et de l'eau! »

Cela ne correspond ni à la réalité d'aujourd'hui, ni aux propres scénarios d'avenir de la branche électrique. Déjà maintenant, la Suisse ne peut couvrir sa demande du semestre d'hiver qu'avec des importations: rien que durant la première semaine de novembre 2025, elle a importé 194 GWh, après que le solde eut basculé fin octobre à l'issue d'un été fortement exportateur. [2] Pour 2050 non plus, la mise à jour de janvier 2025 de l'étude « Avenir énergétique 2050 » de l'Association des entreprises électriques suisses (AES) ne prévoit pas une autosuffisance complète: même en cas de mise en œuvre intégrale de la loi sur l'électricité – soit un développement des renouvelables à 45 TWh d'ici à 2050 –, des importations nettes allant jusqu'à 5 TWh restent nécessaires durant le semestre d'hiver, auxquelles s'ajoute une « production complémentaire » issue de centrales à gaz. Celles-ci devraient « idéalement fonctionner avec des gaz climatiquement neutres »; la modélisation table toutefois sur du gaz naturel fossile avec captage du CO₂, l'hydrogène et les gaz biogènes n'étant pas retenus « en raison de leurs coûts élevés ». Et si le développement des renouvelables ne réussit pas, l'association précise que le besoin de production complémentaire en hiver double et qu'elle ne pourra alors « le cas échéant, dans le cas du « gaz », plus être assurée de manière entièrement neutre sur le plan climatique à l'intérieur du pays. La neutralité climatique n'en sera que plus difficile et plus coûteuse à atteindre. » [3]

Même la branche électrique compte fermement, dans ses scénarios pour 2050, sur des importations et des centrales à gaz. Et elle avertit: si le développement échoue, la neutralité climatique deviendra plus difficile et plus coûteuse.

Cette dépendance devrait d'ailleurs plutôt augmenter sans nucléaire. Une durée d'exploitation plus courte des réacteurs existants – 50 ans au lieu de 60 – fait déjà passer les importations hivernales de 2 à 4 TWh (2030) et de 5 à 9 TWh (2040), selon le livre blanc « Sécurité d'approvisionnement » de l'EPFZ et du PSI. [4] Rien d'étonnant: si des capacités nucléaires disparaissent sans être remplacées à l'identique, la dépendance aux importations augmente. Il est en outre douteux que le développement massif des renouvelables, tel que le supposent de tels scénarios, soit réalisable en pratique. L'éolien n'avance pas depuis des années: la Suisse ne compte qu'une cinquantaine d'installations, qui fournissent ensemble moins de 0,5 % du mix électrique, alors que les procédures d'autorisation durent plus de vingt ans et que les opposants aux projets « épuisent toutes les possibilités juridiques pour les retarder », selon Olivier Waldvogel, porte-parole de Suisse Éole. [5] La résistance grandit aussi contre le solaire de haute altitude: dans le cadre du « Solar Express », loi fédérale urgente introduite en 2022 – qui subventionne les grandes installations alpines jusqu'à 60 % des coûts d'investissement et doit accélérer les autorisations –, une trentaine de grands projets sont encore à l'étude, mais un nombre comparable a déjà été refusé ou retiré. En Valais, où le programme a été lancé



politiquement, aucune installation n'était en service fin 2025. [6] La « voie suisse » n'est pas seulement une question de potentiel, mais aussi de réalité politique et juridique.

L'écart entre production propre et demande se répercute directement sur l'empreinte carbone – indépendamment du fait que l'on mesure la production suisse ou la consommation effective. Selon le rapport « Grid Review 2025 » d'Electricity Maps, l'intensité d'émissions de la Suisse s'élevait en 2025 à un peu moins de 29 grammes de CO₂ par kilowattheure sur une base de production, mais à près du double, soit 50 grammes, sur une base de consommation, c'est-à-dire en tenant compte de l'origine réelle des importations. La faiblesse saisonnière est encore plus marquée: durant l'été 2025, l'intensité fondée sur la consommation oscillait entre 28,8 et 38,4 grammes de CO₂ par kilowattheure, contre 39,3 à 90,8 grammes en hiver – le pic hivernal était donc plus de trois fois supérieur au creux estival. [7] Les prévisions de l'AES jusqu'en 2050 laissent entrevoir une amélioration, mais uniquement dans l'hypothèse où les centrales à gaz « seront nécessaires comme source de production complémentaire », et non parce que le solaire, l'éolien et l'hydraulique suffiraient à eux seuls. [8]

Le récit d'une voie suisse réussie, fondée sur le soleil, le vent et l'eau, ne résiste donc déjà pas au présent: il décrit non pas ce qui est, mais ce que l'on espère. Savoir si cette voie aboutit au moins d'ici à 2050 est une autre question, traitée dans l'affirmation 7.

Sources

[1] Coalition « Non aux nouvelles centrales nucléaires », communiqué du 19 juin 2026: <https://www.neue-akw-nein.ch/aktuelles/buendnis-nein-zu-neuen-akw-bereitet-referendum-gegen-atom-gesetz-vor>

[2] 20 Minuten, « Darum ist die Versorgung der Schweiz mit Strom gefährdet », 29 mars 2026: <https://www.20min.ch/story/atomdebatte-darum-ist-die-versorgung-der-schweiz-mit-strom-gefaehrdet-103372965>

[3] AES, « Resiliente Stromversorgung: Gesamtsystem fit machen für neue Realitäten – Update EZ2050, Erläuterungsbericht », 9 janvier 2025. Objectif de développement de 45 TWh et plafond de 5 TWh d'importations hivernales selon la loi sur l'électricité: p. 8 s.; variante « centrales à gaz » et justification des coûts pour le gaz naturel avec captage du CO₂: p. 18; scénario « NIMBY » avec un besoin doublé de production complémentaire: p. 31. <https://www.strom.ch/de/media/15193/download> (Citations traduites de l'original allemand.)

[4] EPF Zurich / PSI, livre blanc « Versorgungssicherheit » (Energy Science Center, juin 2026), figure 8: https://ethz.ch/content/dam/ethz/special-interest/mavt/energy-science-center-dam/research/publications/ETH_Zurich_ESC_Whitepaper_Versorgungssicherheit.pdf

[5] Windkraft-Journal, « Entwicklung der Windenergie in der Schweiz », 13 février 2026 (citation d'Olivier Waldvogel, Suisse Éole):

<https://www.windkraft-journal.de/2026/02/13/entwicklung-der-windenergie-in-der-schweiz/221485>

[6] SWI swissinfo.ch, « Schweizer Solar-Offensive in den Alpen: Das sind die ersten Erkenntnisse », 29 janvier 2026: <https://www.swissinfo.ch/ger/klimaanpassung/schweizer-solar-offensive-in-den-alpen-das-sind-die-ersten-erkenntnisse/90760813>

[7] Electricity Maps, « Electricity Grid Review 2025: Switzerland »: <https://www.electricitymaps.com/grid-in-review-2025/switzerland>

[8] AES, « CO₂-Gehalt des Schweizer Strommixes und Prognose bis 2050 »:

<https://www.strom.ch/de/nachrichten/vse-publiziert-aktuellen-co2-gehalt-des-schweizer-strommixes-und-prognose-bis-2050>



4. « Les déchets radioactifs sont un problème non résolu »

La campagne adverse affirme: « *Les centrales nucléaires produisent des quantités considérables de déchets radioactifs* », qui « *doivent être stockés en toute sécurité pendant un million d'années* », et « *il n'existe encore aucune solution sûre à l'échelle mondiale* ». (Coalition « Non aux nouvelles centrales nucléaires », « Les nouvelles centrales nucléaires génèrent encore plus de déchets radioactifs ») [1]

Ce n'est plus exact sous cette forme: la Suisse a entre-temps résolu la question du site. Après plus de cinquante ans de recherche scientifique et une procédure de sélection par étapes, la Société coopérative nationale pour le stockage des déchets radioactifs (Nagra) a déposé en novembre 2024 la demande d'autorisation générale pour un dépôt en couches géologiques profondes dans la région de Nördlich Lägern (commune de Stadel, ZH). La roche y est constituée principalement d'argile à Opalinus – une argile très dense, imperméable à l'eau et qui retient les radionucléides, dans laquelle les déchets de faible, moyenne et haute activité doivent être confinés de manière sûre pendant un million d'années. Les travaux préparatoires doivent débuter en 2034 et la construction proprement dite en 2045 ; le stockage des déchets de faible et moyenne activité pourrait commencer en 2050, celui des déchets de haute activité en 2060. Les coûts sont estimés à quelque CHF 12 milliards. [2] Pour les déchets des centrales existantes au moins, le problème est donc résolu sur le plan technique et sur celui du site. Reste le processus politique d'autorisation et de construction long, mais prévisible.

Les opposants au nucléaire affirment parfois que le dépôt prévu ne suffirait pas pour les futurs déchets de nouvelles centrales. C'est une demi-vérité. Il est exact que la demande d'autorisation générale déposée par la Nagra est expressément conçue pour les seuls déchets des installations existantes. [3] Mais ce n'est pas une limite géologique: c'est simplement le périmètre de la demande en cours. Les constructions nouvelles étaient jusqu'ici interdites et ne faisaient donc tout bonnement pas partie de la planification. Géologiquement, il y aurait encore de la place sur le site, indique la Nagra. [4] De nouvelles centrales nécessiteraient donc une procédure d'autorisation distincte ou étendue, mais pas un site de stockage entièrement nouveau – une étape administrative et réglementaire supplémentaire, non un problème insoluble.

La formation géologique de Nördlich Lägern offre assez de place pour d'autres déchets issus de nouvelles installations ; il ne faudrait que des autorisations supplémentaires.

Même si les déchets radioactifs constituent une matière dangereuse à prendre au sérieux, qui exige un confinement durable et soigneux loin de la biosphère, leur dangerosité est souvent exagérée dans le débat public – en particulier par rapport à d'autres déchets dangereux à long terme.

Premièrement, la toxicité des déchets nucléaires n'est pas constante: elle diminue de manière mesurable avec le temps. Au moment du stockage (environ vingt ans après le retrait du réacteur), la radiotoxicité – la toxicité d'une substance en cas d'ingestion, comparée à la dose aiguë toxique de poisons connus – des déchets hautement radioactifs correspond à peu près à la toxicité aiguë de poisons chimiques puissants; mais après quelque 20'000 ans, elle passe en dessous de la toxicité aiguë de l'uranium naturel (DL50 d'environ 5 grammes), et après environ 50'000 ans, elle équivaut à peu près à celle de l'aspirine (DL50 d'environ 20 grammes). [5] À titre de comparaison: d'autres substances toxiques stockées durablement sous terre, comme le mercure, les cyanures ou les composés arséniés – par exemple les plus de 3,2 millions de tonnes de déchets spéciaux du dépôt allemand de Herfa-Neurode –, restent chimiquement toxiques pour toujours; leur dangerosité ne diminue jamais. [6]

Deuxièmement, les déchets hautement radioactifs sont une matière solide, semblable à de la céramique, ce qui complique nettement leur dispersion par rapport à des polluants liquides ou gazeux. Un calcul du pire scénario effectué par la Nagra pour le dépôt prévu de Nördlich Lägern le montre clairement: même si les conteneurs en acier faisaient défaut ou étaient entièrement corrodés après peu de temps, la dose de rayonnement pour la personne la plus exposée resterait, dans les quelque 45'000 cas calculés, inférieure au critère de protection de 0,1 millisievert par an – soit près d'un cinquantième de l'exposition naturelle aux rayonnements en Suisse. Dans le scénario le plus probable, elle est même inférieure d'un facteur 1000. [7] Des calculs comparables pour le dépôt finlandais d'Onkalo aboutissent, avec des hypothèses extrêmes similaires, à des doses tout aussi faibles. Ces deux propriétés – une dangerosité décroissante plutôt que constante, une forme solide plutôt que liquide ou gazeuse – associées à un concept de sécurité qui absorbe même une défaillance totale des conteneurs, font que les déchets radioactifs sont techniquement maîtrisables.

Sources

[1] Coalition «Non aux nouvelles centrales nucléaires», «Les nouvelles centrales nucléaires génèrent encore plus de déchets radioactifs»: <https://www.stop-nucleaire.ch/arguments>

[2] EKZ Blue, «Nagra – sichere Lösung für das drängende Problem mit dem Atommüll» (2025): <https://www.ekz.ch/de/blue/wissen/2025/nagra.html>

[3] SRF, «Atom-Endlager in Stadel ZH: Nagra-Chef – Es gibt keinen Plan B», 19 novembre 2024: <https://www.srf.ch/news/schweiz/atom-endlager-in-stadel-zh-nagra-chef-es-gibt-keinen-plan-b>

[4] Nau.ch, «Am Endlager-Standort hätte es genug Platz für Abfall weiterer AKWs»: <https://www.nau.ch/news/wirtschaft/am-endlager-standort-hatte-es-genug-platz-fur-abfall-weiterer-akws-67147272>

[5] Rainer Moormann, «Atommüll – Ungelöstes, unlösbares Problem?» (2021), se référant à R. Kathren, «Acute Chemical Toxicity of Uranium» (NRC, 2008)

[6] Wikipedia, «Untertagedeponie Herfa-Neurode»: https://de.wikipedia.org/wiki/Untertagedeponie_Herfa-Neurode

[7] Nagra, «Die Nagra rechnet selbst mit dem Schlimmsten – Worst-Case-Szenarien»: <https://nagra.ch/die-nagra-rechnet-selbst-mit-dem-schlimmsten-worst-case-szenarien/>



5. « Le nucléaire est trop cher »

La campagne adverse affirme: « Une nouvelle centrale nucléaire coûte au moins 25 milliards de francs. » (Coalition « Non aux nouvelles centrales nucléaires », « Les nouvelles centrales nucléaires sont extrêmement coûteuses et entraînent une augmentation des prix de l'électricité ») [1]

La question des coûts est légitime, mais elle est souvent présentée de manière unilatérale. Une étude de BAK Economics publiée en juillet 2026 sur mandat d'économiesuisse estime les coûts d'investissement d'une nouvelle centrale nucléaire (un réacteur de type EPR-1600, mise en service en 2050) à environ CHF 17,25 milliards – nettement moins que les CHF 25 milliards cités par les opposants. L'écart tient surtout à la base de calcul: BAK Economics se fonde sur les coûts de construction du réacteur finlandais Olkiluoto 3 plutôt que sur le projet français de Flamanville 3, dont les coûts ont selon les auteurs été davantage marqués par des facteurs exceptionnels et ponctuels. Sur l'ensemble des soixante ans d'exploitation, l'étude prévoit un effet annuel de création de valeur de CHF 1,6 milliard pour l'économie et quelque 2'900 emplois; à partir de la mise en service en 2050, les prix de gros de l'électricité devraient en outre baisser. [2]

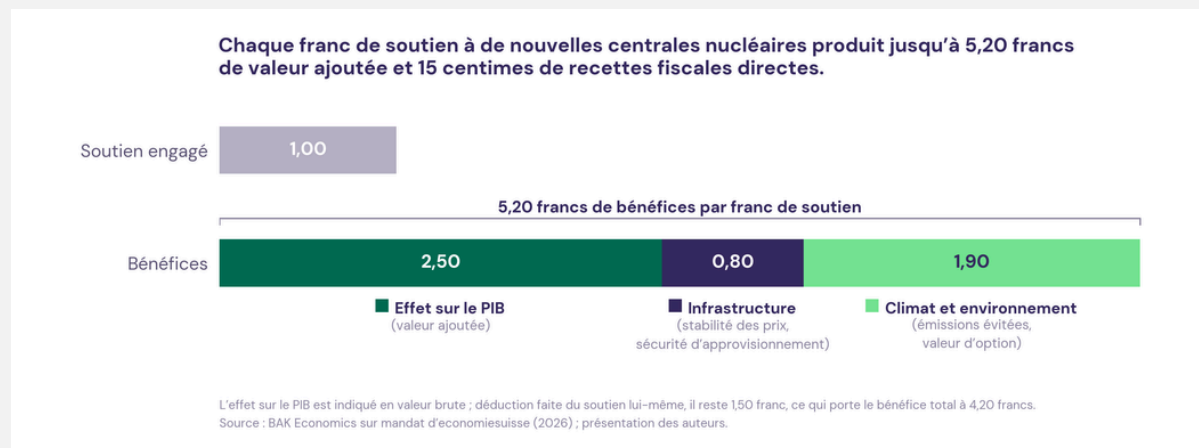
Sur ses soixante ans d'exploitation, la centrale contribue chaque année à hauteur de 1,6 milliard de francs à la création de valeur et assure quelque 2'900 emplois.

L'étude part certes du principe que les recettes du marché ne couvriraient qu'environ 55 % des coûts de revient de l'électricité (64 contre 115,5 CHF par mégawattheure) – la différence, soit quelque CHF 625 millions par an, devrait être compensée par un soutien public, non pas une seule fois, mais de manière continue sur les soixante ans d'exploitation. Cela paraît énorme, mais ce n'est finalement pas plus élevé que le soutien accordé à d'autres systèmes énergétiques, comme le montre l'exemple des installations solaires alpines. Sur la base de coûts d'investissement moyens de CHF 4'048 par kWc de puissance installée pour les projets Solar Express [3] et d'une rétribution unique maximale de 60 % des coûts d'investissement [4], le soutien atteint environ CHF 2'429 par kWc de puissance installée. Les installations solaires alpines peuvent atteindre une production supérieure à celles du Plateau suisse – 1'400 kWh par kWc sont tout à fait réalistes. Or même avec une production aussi élevée, et en retenant une durée d'exploitation plausible de trente ans, le soutien s'élève à quelque CHF 58 par mégawattheure – davantage que les CHF 51,50 (115,5 moins 64) dont les nouvelles centrales nucléaires ont besoin selon les auteurs de l'étude. Si l'on tient compte en plus de la dégradation habituelle des modules, d'environ 0,5 % par an, la production moyenne sur trente ans est inférieure d'environ 7 %, et le soutien nécessaire monte même à CHF 62 par mégawattheure.

Par mégawattheure, les centrales nucléaires nécessitent moins de soutien que les installations solaires alpines.

Une analyse d'Axp0 parue elle aussi en 2026 aboutit, avec une méthodologie quelque peu différente, à des chiffres comparables: le nucléaire a effectivement un besoin de soutien plus élevé que l'éolien ou le solaire au sol. Mais c'est le solaire en toiture qui affiche de loin le besoin le plus élevé – environ quatre fois celui du nucléaire. [5]

Il est exact qu'aujourd'hui presque aucun grand projet d'infrastructure ne se réalise sans soutien public. Cela vaut aussi pour les centrales nucléaires. C'est précisément pourquoi l'ampleur du soutien nécessaire compte, de même que ce que produit chaque franc investi. Selon l'étude de BAK Economics citée plus haut, chaque franc de soutien engendre une valeur ajoutée brute de 2,50 francs ainsi que des recettes fiscales directes de 15 centimes; corrigé de la composante de soutien, il reste un effet net sur le PIB de 1,50 franc. Si l'on tient compte d'effets supplémentaires – l'atténuation des pics de prix saisonniers et la réduction du risque de pénurie, pour 0,80 franc, ainsi que les bénéfices climatiques et environnementaux, pour 1,90 franc –, l'utilité atteint 5,20 francs bruts et 4,20 francs nets par franc de soutien. [2] (Pour les autres systèmes énergétiques, des analyses comparables font défaut. Des raisons structurelles, comme la forte dépendance aux importations de modules solaires et de composants, laissent toutefois supposer que la création de valeur indigène par franc y est plutôt plus faible que dans le cas des centrales nucléaires.)



L'énergie nucléaire n'est donc nullement un « gouffre à milliards » sans utilité économique. Cela apparaît plus clairement encore si l'on se rappelle que les coûts de revient discutés ci-dessus ne sont pas identiques aux coûts système d'un approvisionnement électrique stable: il faut y ajouter les coûts du développement du réseau, du stockage et des réserves, et une plus forte volatilité des prix – due par exemple à une dépendance accrue aux importations – représente elle aussi un coût pour l'économie. S'y ajoute que le nucléaire produit surtout en hiver, quand la demande et les prix sont au plus haut, alors que le solaire produit l'essentiel de son électricité en été, quand les surplus font baisser les prix. L'étude d'Axp0 déjà mentionnée conclut ainsi que les coûts les plus bas sont atteints dans le scénario de « coexistence » – c'est-à-dire avec une combinaison de renouvelables, de nucléaire et de gaz. La levée de l'interdiction de construire et l'entrée immédiate dans la préparation de nouvelles centrales figurent en conséquence parmi les recommandations de l'étude. [5]

Sources

[1] Coalition « Non aux nouvelles centrales nucléaires », « Les nouvelles centrales nucléaires sont extrêmement coûteuses et entraînent une augmentation des prix de l'électricité »:

<https://www.stop-nucleaire.ch/arguments>

[2] BAK Economics / economiesuisse, « Volkswirtschaftliche Auswirkungen eines Ersatzneubaus der Schweizer Kernkraftwerke » (juillet 2026): https://backend.economiesuisse.ch/sites/default/files/2026-07/BAK_Economics_economiesuisse_Impact-Analyse_KKW-Ersatzneubau.pdf

[3] stromzeit.ch, « Solarexpress: Aktueller Stand beim Ausbau der alpinen Solaranlagen »:

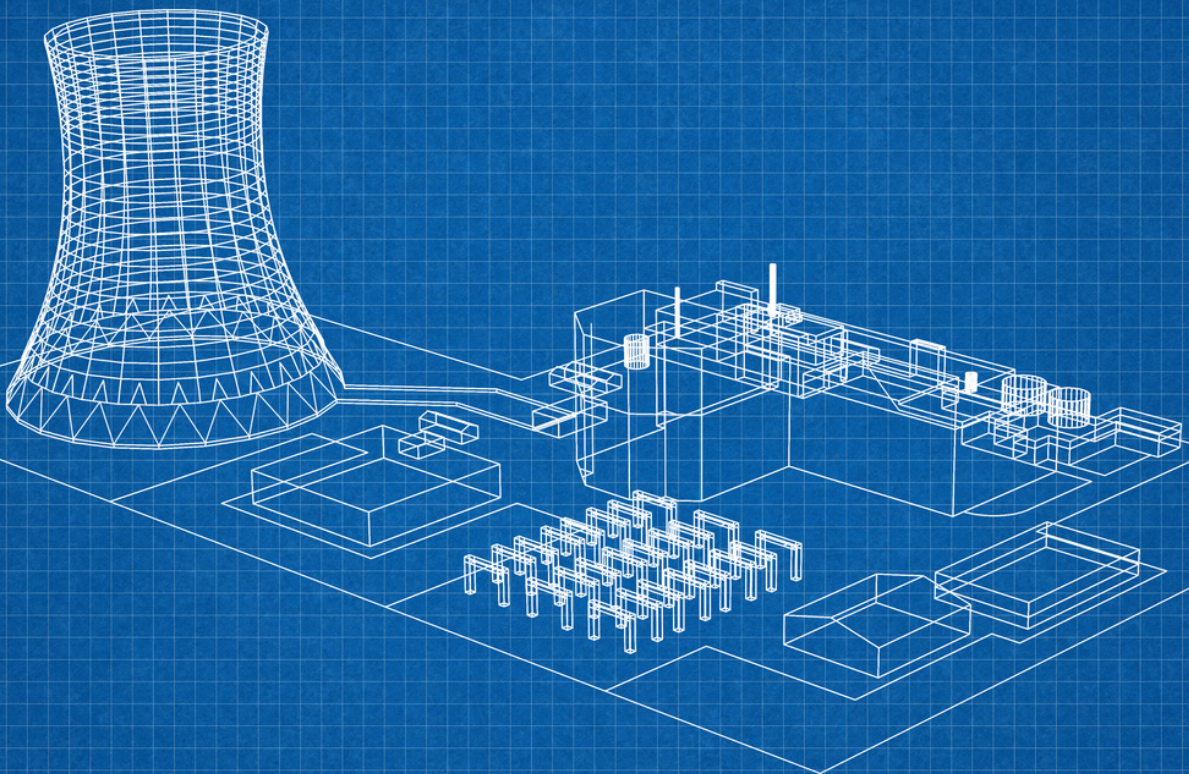
<https://www.stromzeit.ch/blog/strom-7/solarexpress-aktueller-stand-beim-ausbau-der-alpinen-solaranlagen-schweiz-forderziele-deutlich-verfehlt-679>

[4] Office fédéral de l'énergie (OFEN), « Einmalvergütung für PV-Grossanlagen »:

<https://www.bfe.admin.ch/de/pv-grossanlagen-eiv>

[5] Axpo, « Axpo Energy Reports – Synthese » (24 mars 2026):

https://www.axpo.com/content/dam/axpo19/ch/energy-reports/reports/de/Axpo_Energy_Reports_Synthese_DE.pdf



6. « Le nucléaire est trop dangereux »

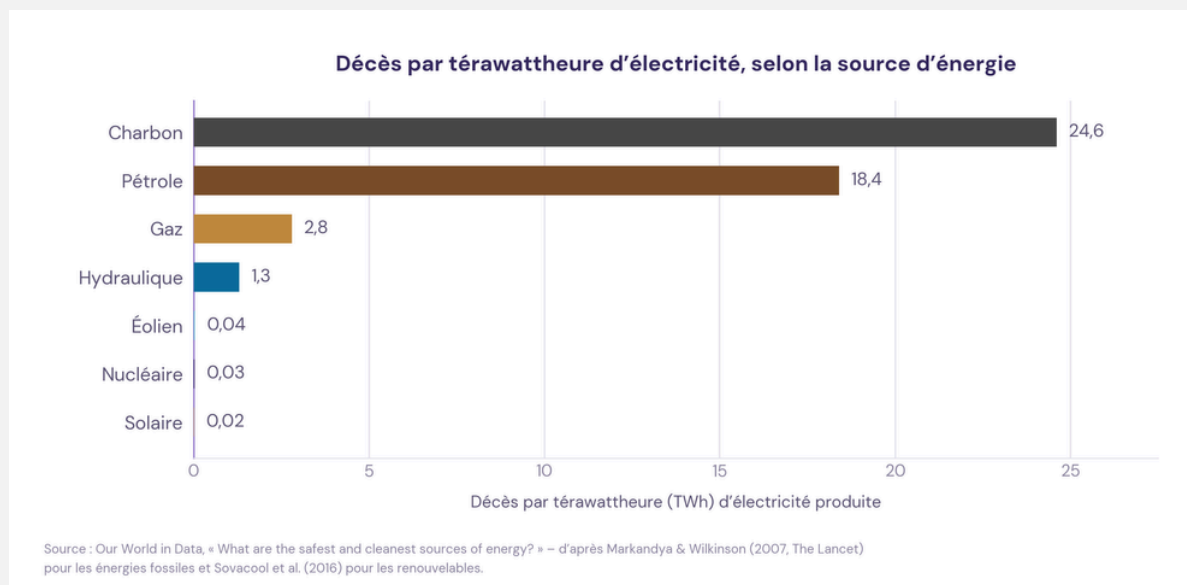
La campagne adverse affirme: « *Tchernobyl et Fukushima ont été des avertissements suffisants* » et « *un accident nucléaire aurait des conséquences catastrophiques* ». (Coalition « Non aux nouvelles centrales nucléaires », « Les nouvelles centrales nucléaires augmentent le risque de catastrophes nucléaires ») [1]

Aucune technologie n'est exempte de risques et d'inconvénients. Cela vaut indiscutablement aussi pour le nucléaire. La question est de savoir quel est réellement ce risque pour des réacteurs modernes, et si la comparaison avec Tchernobyl et Fukushima constitue un étalon pertinent. Les deux fusions de cœur sont marquées par des faiblesses propres à leur conception et à leur site, qui ne sont pas transposables aux réacteurs suisses actuels. Le réacteur de Tchernobyl était de type RBMK, modéré au graphite et dépourvu d'enceinte de confinement à l'occidentale – une conception qui n'a jamais été autorisée en Suisse et qui n'est aujourd'hui plus construite nulle part. Fukushima résultait avant tout d'un séisme majeur suivi d'un tsunami – un scénario géologiquement impossible sur un site suisse à l'intérieur des terres – conjugué au non-respect de prescriptions de sécurité par l'exploitant japonais TEPCO.

Les réacteurs de génération 3+ présentent une probabilité d'accident environ cent fois plus faible que la flotte de réacteurs suisse actuelle.

Une étude de l'Université de Saint-Gall réalisée en mars 2026 sur mandat d'economiesuisse chiffre pour la première fois le risque d'accident grave pour les réacteurs de génération 3+: la probabilité d'un accident grave avec rejet radioactif y est environ cent fois plus faible que pour les réacteurs construits en Suisse. Même en tenant compte de tous les rééquipements de la flotte existante, elle reste environ dix fois plus faible. Les coûts théoriques de risque d'assurance qui en découlent s'élèvent, selon l'étude, à CHF 0,000009–0,00009 par kilowattheure – un ordre de grandeur qui ne permet plus de déceler de différence mesurable par rapport aux renouvelables. [2]

De toute façon, les affirmations sur la dangerosité d'une technologie n'ont de sens que dans une comparaison portant sur tous les agents énergétiques – y compris les conséquences de l'exploitation normale, c'est-à-dire surtout la pollution de l'air, régulièrement oubliée dans le débat public. Une analyse souvent citée d'Our World in Data, qui intègre aussi bien les accidents que les effets sanitaires des polluants atmosphériques, chiffre les décès par térawattheure d'électricité produite à 0,03 pour le nucléaire, un niveau comparable au solaire et à l'éolien. Le charbon, lui, tue 24,6 personnes par térawattheure – le nucléaire cause donc environ 820 fois moins de décès par TWh que le charbon. [3]



Une analyse de WePlanet et de l'Anthropocene Institute sur la sortie allemande du nucléaire aboutit à un résultat quasi identique : comme le nucléaire mis à l'arrêt a été remplacé en grande partie par de l'électricité au charbon et au gaz, la pollution de l'air supplémentaire ainsi provoquée a causé en Allemagne, jusqu'en mars 2026, plus de 24'600 décès prématurés selon les estimations – plus de six fois le nombre que retiennent, pour l'ensemble des victimes de Tchernobyl, même les estimations les plus pessimistes (environ 4'000 selon l'OMS), et environ 400 fois le nombre de décès directement documentés à Tchernobyl (60). [4] Le retrait du nucléaire « au nom de la sécurité » a donc, dans ce cas, exposé la population à un risque nettement plus grand, mais moins visible.

Un rapport du Conseil fédéral de 2015 cite des estimations du potentiel de dommages d'un accident majeur en Suisse allant de 88 milliards à 8'000 milliards de francs [5] – une fourchette qui reflète moins une incertitude qu'un fait : deux études très différentes sur le plan méthodologique, et vieilles de plusieurs décennies, y sont juxtaposées (à la borne inférieure une étude de la Commission européenne de 1995, à la borne supérieure une estimation de l'OFPP de 2003). Un étalon de comparaison pertinent est l'acceptation du risque pour d'autres infrastructures énergétiques. L'hydraulique non plus n'est pas sans risque : la catastrophe presque oubliée du barrage de Vajont (Italie, 1963) a fait officiellement 1'917 morts, nettement plus de 2'000 selon d'autres estimations [7]. La Suisse exploite aujourd'hui quelque 200 grands barrages sous surveillance fédérale, sans que cela soit considéré socialement comme un risque inacceptable – et ce, bien que les ouvrages vieillissent et que le dégel du pergélisol lié au changement climatique accroisse le danger de glissements de terrain dans les lacs d'accumulation, augmentant donc le risque d'un accident majeur.

La Suisse a elle aussi connu un accident grave, en 1969, avec le réacteur expérimental de Lucens : une fusion partielle du cœur dans un petit réacteur expérimental refroidi au gaz (6 MW) a entraîné la contamination de la caverne souterraine, mais – contrairement à Tchernobyl – sans rejet radioactif notable dans l'environnement. **Ce type de réacteur n'a ensuite plus été développé nulle part ; il n'est pas comparable, techniquement, aux réacteurs à eau légère commerciaux d'aujourd'hui.** Aujourd'hui, le canton de Vaud utilise l'ancienne caverne des machines comme dépôt et abri des biens culturels de ses musées, de ses archives et de sa bibliothèque. [6]

On affirme aussi parfois que les centrales nucléaires représenteraient, en période de tensions mondiales croissantes, un risque particulier en tant que cible potentielle d'attaques (ainsi le conseiller national socialiste Jon Pult dans une contribution à la « Südostschweiz » [8]). De fait, aucune centrale nucléaire n'est conçue pour résister à une attaque militaire ciblée d'envergure – mais cela vaut pour pratiquement toute grande infrastructure énergétique ou hydraulique. Là encore, les barrages constituent le risque nettement plus grand et plus immédiat : pendant la Seconde Guerre mondiale, la Royal Air Force britannique a délibérément détruit les barrages de la Möhne et de l'Eder (mai 1943) ; la vague qui en a résulté a tué entre 1'300 et plus de 2'400 personnes, en majorité des travailleuses et travailleurs forcés. [9] En juin 2023, pendant la guerre en Ukraine, le barrage de Kakhovka a été détruit – avec au moins 62 morts confirmés, jusqu'à 60'000 personnes en danger immédiat et de lourdes conséquences écologiques. [10] Ces deux exemples le montrent : le risque de destruction militaire d'infrastructures critiques est réel, mais il n'est pas spécifique au nucléaire – il frappe historiquement les grandes infrastructures hydrauliques plus durement et plus souvent, sans que l'on exige pour autant de renoncer à l'hydraulique.

L'énergie nucléaire n'est donc pas une technologie sans risque – personne ne le prétend sérieusement. Mais elle est l'une des technologies les plus sûres dont nous disposons.

Sources

- [1] Coalition « Non aux nouvelles centrales nucléaires », « Les nouvelles centrales nucléaires augmentent le risque de catastrophes nucléaires » : <https://www.stop-nucleaire.ch/arguments>
- [2] economiesuisse, « Studie zeigt erstmals: Zahlen neue Generationen von Kernkraftwerken bringen massive Sicherheitsgewinne » (11 mars 2026) : <https://www.economiesuisse.ch/de/artikel/studie-zeigt-erstmalig-zahlen-neue-generationen-von-kernkraftwerken-bringen-massive>
- [3] Our World in Data, « What are the safest and cleanest sources of energy? » (tableau de données « Death rates from energy production per TWh ») : <https://ourworldindata.org/safest-sources-of-energy>
- [4] WePlanet / Anthropocene Institute, « Deutschlands Atomausstieg – Die wahren Kosten für Menschen, Klima und Wirtschaft » (mars 2026) : <https://weplanet-dach.org/wp-content/uploads/2026/03/WePlanet-German-Report-2026.pdf>
- [5] Conseil fédéral, « Haftungsrisiko des Staates bezüglich Atomkraftwerken » (rapport en réponse au postulat 11.3356, 21 janvier 2015), p. 10 : <https://www.news.admin.ch/newsd/message/attachments/38020.pdf>
- [6] Wikipedia, « Reaktor Lucens » : https://de.wikipedia.org/wiki/Reaktor_Lucens ; complément : État de Vaud, Service des bâtiments, « Dépôt et abri des biens culturels Lucens » : https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/organisation/dinf/sipal/fichiers_pdf/O6O_Lucens_d%C3%A9p%C3%B4t_et_abri_des_biens_culturels.pdf
- [7] Wikipedia, « Vajont-Staumauer » : <https://de.wikipedia.org/wiki/Vajont-Staumauer>
- [8] Jon Pult, « Neue AKW? Nein danke », Südostschweiz, rubrique « Berner Politik » (14 juillet 2026) : <https://www.suedostschweiz.ch/graubuenden/neue-akw-nein-danke-2043706>
- [9] Wikipedia, « Operation Chastise » : https://de.wikipedia.org/wiki/Operation_Chastise
- [10] Wikipedia, « Zerstörung des Kachowka-Staudamms » : https://de.wikipedia.org/wiki/Zerstörung_des_Kachowka-Staudamms



7. « La Suisse peut atteindre le zéro net en 2050 sans le nucléaire »

La campagne adverse affirme: «*La Suisse pourra couvrir ses besoins en électricité avec les énergies renouvelables.*» (Coalition «Non aux nouvelles centrales nucléaires», communiqué relatif à la décision du Conseil national; traduit de l'allemand) [1]

Cette affirmation s'appuie sur une étude de la Fondation suisse de l'énergie de novembre 2025, qui va même plus loin: la seule levée de l'interdiction de construire freinerait selon elle le développement des renouvelables et mettrait ainsi en péril les objectifs climatiques. [2]

Indépendamment de cela, la thèse selon laquelle la Suisse pourrait couvrir ses futurs besoins en électricité sans nucléaire trouve un appui dans une étude de l'EPF de Zurich et de l'Institut Paul Scherrer publiée en juin 2026. [3]

Contrairement à l'affirmation 3, il ne s'agit pas ici du bilan d'aujourd'hui, mais d'un modèle pour 2050 – et un modèle livre le résultat que ses hypothèses autorisent. Les résultats doivent donc être mis en perspective, car «techniquement faisable» n'est pas la même chose que «sans conflits d'objectifs». Premièrement, la même étude montre que, sans nucléaire, la Suisse devrait importer en 2050, comme aujourd'hui, entre 5,4 et 12,4 TWh d'électricité durant le semestre d'hiver. À titre de comparaison: entre octobre 2025 et mars 2026, il s'est agi d'environ 7 TWh, alors qu'une seule centrale nucléaire était en révision. [3] Ce n'est «zéro net» que si cette électricité importée est, premièrement, effectivement disponible et, deuxièmement, propre – deux conditions que la Suisse ne maîtrise pas elle-même et qui dépendent des évolutions dans le reste de l'Europe. Le goulet d'étranglement se situe dans la sécurité d'approvisionnement hivernal – et renoncer à de nouvelles centrales ne le fait pas disparaître.

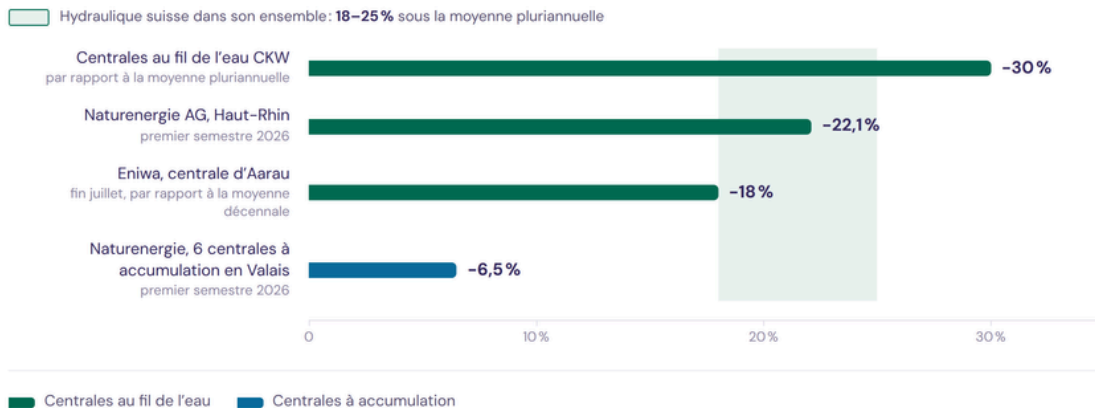
Sans nouvelles centrales nucléaires, la Suisse resterait en 2050 tributaire d'importations d'électricité hivernales allant jusqu'à 12,4 TWh – une dépendance comparable à celle d'aujourd'hui.

Deuxièmement, l'étude de l'EPFZ et du PSI écarte dans son scénario une incertitude importante. L'alternative directe au nucléaire pilotable est l'hydraulique d'accumulation, également pilotable et donc susceptible de jouer un rôle similaire dans le mix énergétique – à la différence du solaire ou de l'éolien, et en complément de ceux-ci. Or la fiabilité de l'hydraulique repose sur des bases fragiles en raison du changement climatique: après le printemps le plus sec depuis le début des mesures en 1864, le taux de remplissage des lacs d'accumulation suisses est tombé à quelque 46 % durant l'été 2026 – le niveau le plus bas depuis vingt ans. [4] Les perspectives sont elles aussi incertaines: selon Axpo, le recul des glaciers et des précipitations accrues devraient certes faire légèrement augmenter la production hivernale jusqu'au milieu du siècle. [5] À long terme, l'infrastructure est toutefois sous pression: l'Office fédéral de l'environnement s'attend à ce que la disparition des glaciers, le dégel du pergélisol et des précipitations intenses plus fréquentes aggravent la situation en matière de dangers naturels pour les installations hydrauliques alpines, et à ce que les lacs d'accumulation s'envasent plus vite sous l'effet des apports de sédiments. S'y ajoute un conflit d'usage: avec le changement climatique, les lacs d'accumulation pourraient de plus en plus être appelés à servir aussi de réserves d'eau potable et pour l'irrigation – un usage qui, selon le Conseil fédéral, entre en concurrence avec la production d'électricité hivernale et donc avec la sécurité d'approvisionnement. [6]

Production hydraulique inférieure à la moyenne pluriannuelle

Recul en pour cent

Installations et exploitants pris séparément, été ou premier semestre 2026. La sécheresse a frappé les centrales au fil de l'eau nettement plus durement que les centrales à accumulation, qui peuvent gérer leurs réserves.



Source: schweizeraktien.net, « Schweizer Energieaktien: Stresstest für das Wasserschloss Schweiz – Analyse des Hitzesommers 2026 », 26 août 2026, sur la base des rapports semestriels et des données de CKW, Naturenergie AG et Eniwa AG.

Une stratégie zéro net qui mise principalement sur l'hydraulique pilotable s'appuie donc précisément sur la source d'électricité dont le changement climatique sape lui-même la fiabilité – un risque qui ne se pose tout simplement pas avec une technologie indépendante de la météo comme le nucléaire. L'été 2026 l'a démontré: selon l'Institut fédéral de recherches WSL, la sécheresse a été exceptionnelle, les lacs d'accumulation alpins se sont remplis nettement plus lentement que d'habitude et, en raison des faibles niveaux d'eau, de nombreuses centrales au fil de l'eau n'ont produit qu'à puissance réduite. [7] Le débat public a pourtant surtout retenu que deux tranches de la centrale de Beznau avaient dû être temporairement arrêtées en raison d'une eau de refroidissement trop chaude [8] – or il s'agit là d'un problème de conception, facile à résoudre par un rééquipement ou dans une construction neuve: la centrale de Gösgen, par exemple, se refroidit depuis 1970 par une tour de refroidissement plutôt que par l'eau de la rivière, et a donc échappé aux réductions de puissance. [9] Que les baisses de puissance des centrales nucléaires aient reçu tant d'attention, et les difficultés de l'hydraulique presque aucune, fausse le regard porté sur les risques réels d'approvisionnement.

« Techniquement faisable » n'est pas non plus synonyme de « meilleur marché », et là encore l'étude citée plus haut mérite un examen. Selon elle, de nouvelles centrales nucléaires ne seraient compétitives qu'à des coûts de construction ne dépassant pas CHF 8'000 par kilowatt. À CHF 5'000 par kilowatt, en revanche, 2,6 à 4,9 gigawatts de capacité nouvelle seraient économiquement judicieux. [3] Or l'étude retient CHF 12'000, un chiffre vraisemblablement marqué par le projet français de Flamanville 3. Si l'on prend au contraire comme référence, à l'instar de l'étude de BAK Economics déjà citée dans l'affirmation 5, le réacteur finlandais Olkiluoto 3, le tableau est nettement plus favorable: pour un coût total de projet d'environ 11 milliards d'euros et

une capacité de 1'600 mégawatts, cela correspond à quelque CHF 6'500 par kilowatt [10] – soit une valeur inférieure au seuil de CHF 8'000 à partir duquel l'étude de l'EPFZ et du PSI juge les nouvelles centrales compétitives. On ignore certes si un projet de remplacement serait réalisable en Suisse à des coûts comparables, compte tenu de la réglementation, des procédures d'autorisation et du niveau des salaires; à l'inverse, Olkiluoto 3 était le premier réacteur de sa série et a supporté d'importants surcoûts de tête de série ainsi qu'un retard de construction de quatorze ans – les projets ultérieurs de la même famille devraient être moins chers.

Le zéro net en 2050 sans nouvelles centrales nucléaires peut donc paraître techniquement possible dans les modèles – mais savoir si l'objectif peut ainsi être atteint en pratique, et à quel coût, est plus qu'incertain. La dépendance de la Suisse à l'égard de ses voisins européens resterait à peu près au niveau actuel, la fiabilité de l'hydraulique pour la charge de base et le réglage est entachée d'incertitude du fait du changement climatique, et l'évolution des coûts demeure indéterminée. Les conflits d'objectifs et les risques ne se dissolvent donc pas en excluant le nucléaire: ils se déplacent simplement de risques connus – coûts de construction et de financement de nouvelles centrales – vers plusieurs risques difficiles à embrasser.

Au total, cela fait beaucoup d'incertitude. Une bonne règle empirique pour décider en situation de forte incertitude veut que l'on choisisse des trajectoires robustes, qui se révèlent valables dans le plus grand nombre possible de circonstances envisageables. Cela exige avant tout de se garder le plus d'options possible. Y compris l'énergie nucléaire. [11]

En cas de forte incertitude sur l'avenir, il faut choisir des trajectoires robustes. Cela exige avant tout de se garder le plus d'options possible.

Sources

[1] Coalition «Non aux nouvelles centrales nucléaires», communiqué relatif à la décision du Conseil national: <https://www.neue-akw-nein.ch/aktuelles/nationalrat-oeffnet-das-tor-fuer-neue-akw-stimmbevoelkerung-wird-fehlentscheid-korrigieren>

[2] Epprecht, N. / Hälg, L., «Politikfolgenabschätzung zur Aufhebung des AKW-Neubauverbots: Szenarien + Auswirkungen bei Zulassung neuer AKW», Fondation suisse de l'énergie, 14 novembre 2025: https://energiestiftung.ch/files/energiestiftung/Studien/2025_Politikfolgenabschaetzung/20251117_SES_Studie_Politikfolgenabschaetzung_publ.pdf

[3] EPF Zurich / PSI, «When new nuclear power plants are worth it in Switzerland» (29 juin 2026): <https://ethz.ch/en/news-and-events/eth-news/news/2026/06/when-new-nuclear-power-plants-are-worth-it-in-switzerland.html>

[4] 20 Minuten, «Stauseen auf Rekordtief: Warum die Schweizer Stromversorgung trotzdem gesichert ist» (juillet 2026): <https://www.20min.ch/story/tiefe-pegelstaende-was-passiert-wenn-die-schweizer-stauseen-austrocknen-103604832>

[5] Axpo, «Höhere Stromproduktion im Winter»: <https://www.axpo.com/ch/de/ueber-uns/magazin.detail.html/magazin/erneuerbare-energien/Hoehere-Stromproduktion-im-Winter.html>



- [6] OFEV (éd.) 2021: Auswirkungen des Klimawandels auf die Schweizer Gewässer, Connaissance de l'environnement n° 2101, chap. 7.1.3: <https://www.bafu.admin.ch/dam/de/sd-web/cPLO37edEVrg/auswirkungen-des-klimawandels-auf-die-schweizer-gewaesser.pdf>; complément : Conseil fédéral, « Wasserversorgungssicherheit und Wassermanagement – Grundlagenbericht », rapport en réponse au postulat 18.3610, 15 décembre 2021, p. 21 : <https://www.parlament.ch/centers/eparl/curia/2018/20183610/Bericht%20BR%20D.pdf>
- [7] WSL, « Trockenheit 2026: Häufige Fragen und Antworten » : <https://www.wsl.ch/de/metanavigation/im-fokus/trockenheit-2026-haeufige-fragen-und-antworten/>
- [8] Blick, « Weil Aare zu heiss ist: Kernkraftwerk Beznau fährt beide Blöcke herunter » : <https://www.blick.ch/schweiz/mittelland/aargau/weil-aare-zu-heiss-ist-kernkraftwerk-beznau-faehrt-beide-bloেকে-herunter-id22150131.html>
- [9] NZZ, « Kernkraftwerke mit Kühltürmen bestehen auch bei Hitze und Trockenheit » (opinion): <https://www.nzz.ch/meinung/kernkraftwerke-mit-kuehltuermen-bestehen-auch-bei-hitze-und-trockenheit-ld.10018893>
- [10] Calcul propre sur la base de: POWER Magazine, « Olkiluoto 3 Finally Online in Finland » (2023): <https://www.powermag.com/olkiluoto-3-finally-online-in-finland-germany-closes-last-three-nuclear-plants/>; World Nuclear Association, Reactor Database « Olkiluoto-3 » (capacité 1'600 MW): <https://world-nuclear.org/nuclear-reactor-database/details/olkiluoto-3>
- [11] RAND Corporation, « Robust Decision Making » : <https://www.rand.org/pubs/tools/TL320/tool/robust-decision-making.html>



UNE SUISSE SANS ÉNERGIE NUCLÉAIRE : LES CONSÉQUENCES

Le débat sur de nouvelles centrales nucléaires est souvent mené comme si la question était purement binaire: la Suisse a-t-elle besoin du nucléaire, ou peut-elle s'en passer? Les opposants à la construction argumentent régulièrement que la perte de centrales existantes pourrait être absorbée sans difficulté à l'intérieur du pays – par l'hydraulique, par exemple – et qu'elle ne concernerait en premier lieu que la Suisse elle-même. Pour vérifier cette thèse, l'Anthropocene Institute a analysé des données de Swissgrid et d'Energy-Charts. Les résultats montrent pourquoi la construction de nouvelles centrales est judicieuse du point de vue de la politique de sécurité comme de l'économie énergétique, et quelles conséquences aurait à l'inverse une Suisse sans nucléaire, faute de construire à temps: davantage d'importations, un couplage plus étroit au système électrique européen et une dépendance sensiblement accrue à la production étrangère.

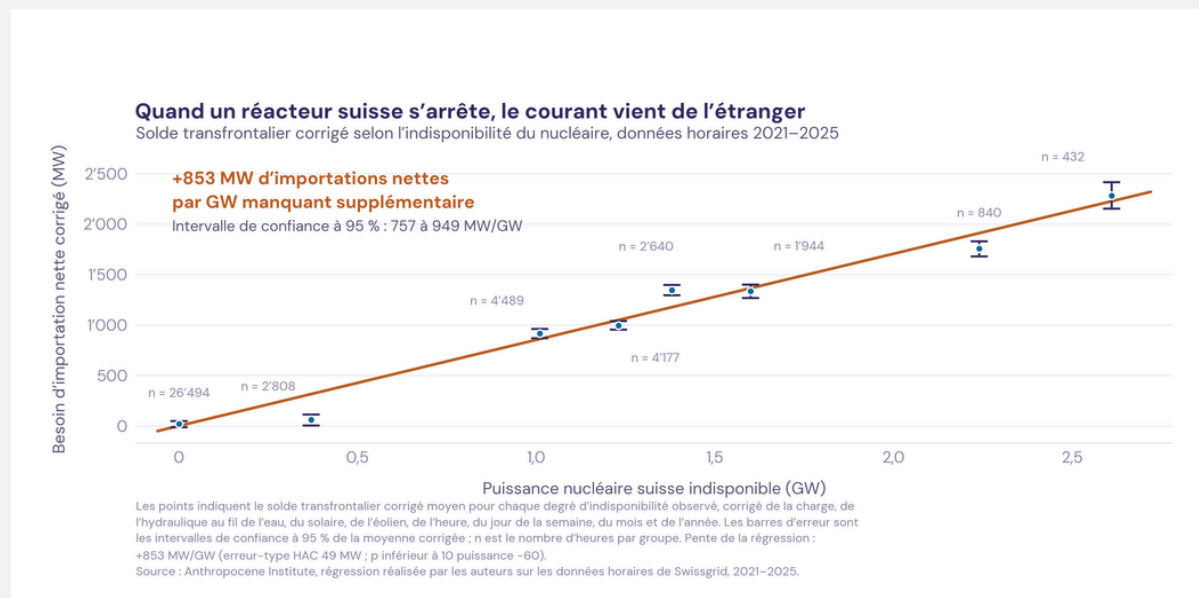
L'analyse qui suit combine deux approches. La première est une analyse heure par heure du lien entre la disponibilité du nucléaire et les flux d'électricité transfrontaliers de 2021 à 2025. La seconde utilise deux épisodes d'indisponibilité: les révisions des centrales de Leibstadt en 2021 et de Gösgen en 2025. Qu'enseignent-ils sur l'utilisation de l'hydraulique, sur le recours à la production étrangère et la dépendance à son égard, sur les émissions de CO₂ et sur l'influence du prix de l'électricité allemand en Suisse ?



Résultat 1 : la compensation transfrontalière réagit presque un pour un

Lorsque 1 GW de puissance nucléaire suisse est indisponible, le solde du commerce transfrontalier d'électricité de la Suisse se déplace en moyenne d'environ 853 MW – sous forme d'importations supplémentaires ou d'exportations réduites. Ce lien repose sur une régression directe des données horaires observées sur l'ensemble de la période 2021–2025 (avec contrôle de la charge, du fil de l'eau, du solaire, de l'éolien, de l'heure, du jour de la semaine, du mois et de l'année) et il est statistiquement très net (intervalle de confiance à 95 % : 757–949 MW/GW ; $p < 10^{-60}$). [1]

Lorsqu'une centrale nucléaire suisse est à l'arrêt, plus de 85 % de la puissance manquante sont donc compensés au-delà de la frontière – et non principalement à l'intérieur du pays.



Résultat 2 : l'hydraulique ne remplace pas directement le nucléaire – elle est déplacée dans le temps, non consommée en plus

L'examen des deux indisponibilités de plusieurs mois montre que l'hydraulique d'accumulation suisse est, en cas d'arrêt du nucléaire, avant tout déplacée dans le temps : durant la période d'indisponibilité, quelque 2,13 à 2,16 TWh de production hydraulique ont d'abord été utilisés « par anticipation » – mais la quasi-totalité de cette quantité a été « remboursée » les mois suivants par une réduction de la production normale (2,126 et 2,158 TWh respectivement). Sur l'ensemble de la période considérée, seule une différence résiduelle minime (0,005 et 0,001 TWh) a réellement été compensée par l'hydraulique. [2]

C'est là le constat le plus lourd de conséquences pour le débat sur de nouvelles centrales, car il ne se limite pas à ces deux épisodes : il s'agit d'une caractéristique structurelle. L'hydraulique et le nucléaire se complètent au lieu de se concurrencer. C'est ce que démontre depuis plus d'un demi-siècle le mix nucléaire-hydro suisse. Les lacs d'accumulation sont un instrument de flexibilité à volume limité, et non une capacité supplémentaire disponible à partir de rien. Formulé en termes économiques, un lac d'accumulation est lié à des coûts d'opportunité intertemporels : qui utilise l'eau maintenant renonce à la possibilité de l'utiliser plus tard. Cette logique ne vaut pas seulement pour les deux indisponibilités étudiées, mais pour toute perte durable de puissance garantie et indépendante de la météo – donc aussi pour un scénario dans lequel on renonce au renouvellement et où la capacité nucléaire continue de diminuer à long terme.

Le constat est clair : l'hydraulique et le nucléaire ne peuvent pas se remplacer entièrement. Si le nucléaire est disponible, la Suisse peut réserver son eau d'accumulation pour les heures les plus précieuses ; s'il manque, cette marge est utilisée pour combler une lacune à court terme – mais précisément pas pour remplacer durablement le nucléaire.

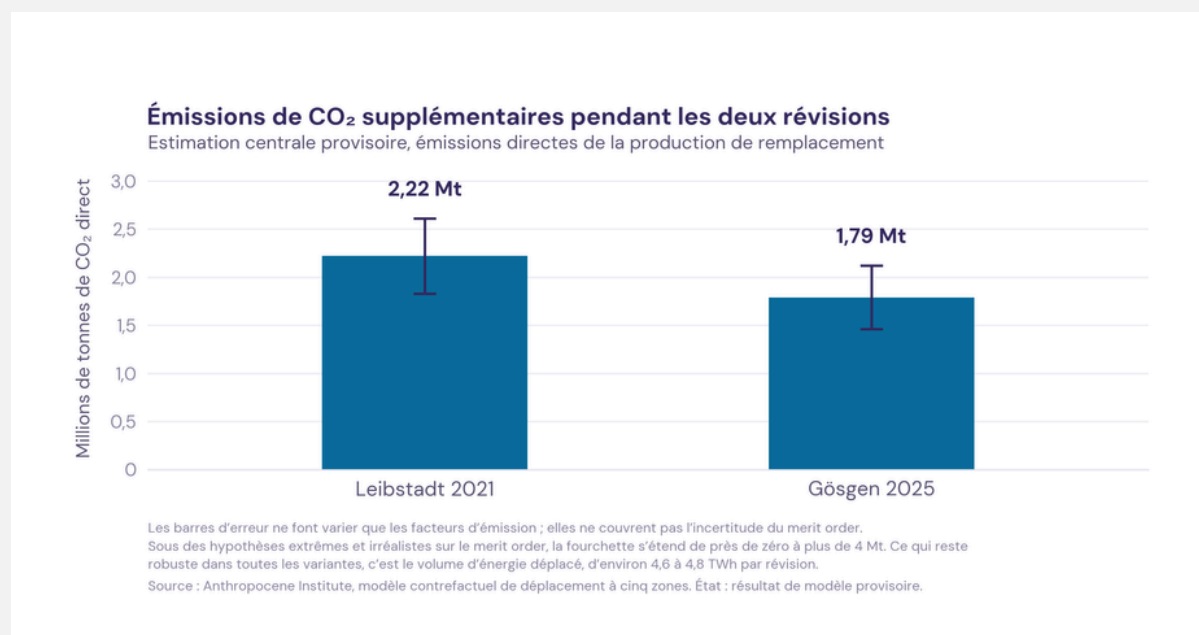
Au total, la compensation des deux indisponibilités étudiées a nécessité quelque 4,79 TWh (Leibstadt 2021) et 4,58 TWh (Gösgen 2025) de production supplémentaire dans les pays voisins – répartis entre l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Autriche. [3]

L'hydraulique et le nucléaire ne sont pas des alternatives équivalentes. Le nucléaire permet d'utiliser l'eau d'accumulation durant les heures les plus précieuses ; s'il manque, l'eau doit servir pour combler les lacunes à court terme.

Résultats incertains : effet CO₂ et « effet Allemagne »

Deux questions supplémentaires ne peuvent recevoir, avec les données disponibles, qu'une réponse provisoire.

Sur la base d'un modèle d'éviction spécifique par pays et par technologie, nous estimons **les émissions supplémentaires de CO₂ durant les arrêts des centrales dus aux révisions à environ 2,2 millions de tonnes (Leibstadt 2021) et 1,8 million (Gösgen 2025)** – principalement du fait d'un appel accru au gaz, avec en 2021 une part plus importante de charbon et de lignite.



Ce chiffre dépend toutefois du modèle : sous des hypothèses extrêmes (et irréalistes) quant à l'ordre d'appel des centrales, la fourchette va de presque zéro à plus de 4 Mt. [4] S'y ajoute que la question réellement intéressante porte sur les conséquences d'un remplacement qui n'aurait pas lieu, c'est-à-dire sur la situation des années 2040 et au-delà. Quel mix électrique sera alors disponible à l'importation ne peut guère être estimé aujourd'hui. Ce qui est solide, c'est donc surtout la quantité d'énergie évincée (environ 4,6 à 4,8 TWh par arrêt) ; la composition exacte des combustibles, et donc les conséquences pour le climat et les objectifs climatiques, restent une estimation.

Une autre analyse examine, à partir des deux épisodes, si le supplément de prix en Suisse lors de l'arrêt d'une centrale dépend de la quantité de nucléaire produite au même moment en Allemagne (en 2021, six réacteurs étaient encore en service ; en 2025, plus aucun). À travers les deux régimes énergétiques allemands, un lien statistiquement significatif apparaît : davantage de nucléaire allemand va de pair avec un supplément de prix suisse plus faible. [5] À l'inverse : l'absence désormais durable du nucléaire allemand fait augmenter le coût de l'électricité importée par la Suisse. Même si aucune comparaison de ce type n'est encore possible pour la sortie du charbon à venir, on peut au moins soupçonner que cet effet – une capacité de production manquante à l'étranger entraînant des coûts d'importation plus élevés pour la Suisse – se renforcera plutôt qu'il ne s'atténuera.

Ce que cela signifie pour la question du renouvellement

Cette analyse ne se veut pas un rapport historique, mais une expérience de pensée: que signifierait une Suisse sans nouveau nucléaire pour la sécurité d'approvisionnement, la dépendance et les émissions? Les deux épisodes le montrent à petite échelle. Deux constats sont transposables de manière robuste à l'avenir, parce qu'ils reposent sur des mécanismes physiques et économiques fondamentaux.

- Premièrement, une centrale nucléaire suisse n'est pas une installation nationale isolée, mais un élément du réseau électrique européen. Si sa puissance manque, elle est compensée pour une très grande part au-delà de la frontière, et non par une solution indigène. Cela vaut pour toute perte de capacité de cet ordre de grandeur, et pas seulement pour les deux cas étudiés.
- Deuxièmement, l'hydraulique d'accumulation est un instrument de déplacement dans le temps, à volume limité, et non un substitut durable et fiable à une puissance garantie et indépendante de la météo. Qui renonce à construire du nucléaire et mise implicitement sur l'hydraulique comme moyen de combler une lacune surestime sa capacité: les lacs d'accumulation sont de toute façon déjà utilisés presque entièrement pour le réglage fin normal, comme le montre l'analyse.

À l'inverse, le même calcul montre à quel point le reste à remplacer est faible. En 2025, quelque 3,6 TWh de la production électrique suisse provenaient de centrales thermiques – outre les installations fossiles, l'incinération des déchets, le bois et le biogaz. Un seul réacteur de 1,2 GW de puissance, avec une disponibilité de 90 %, produit environ 9,5 TWh par an, soit plus de deux fois et demie cette quantité. Même dans un test de résistance volontairement sévère – l'ensemble de la production thermique étant attribué aux quatre heures les plus chargées de chaque journée –, un tel réacteur supplémentaire suffirait, avec l'hydraulique existante, à couvrir ces heures. Cela fonctionne précisément grâce à l'hydraulique: si le nucléaire tourne en continu, il faut turbiner moins d'eau d'accumulation durant les heures creuses, et celle-ci reste disponible pour les heures de pointe. L'excédent restant réduirait les importations ou augmenterait les exportations – et pourrait ainsi aider les pays voisins à abandonner leur propre production fossile. [6]

La production déplacée à l'étranger était, dans les deux épisodes étudiés, majoritairement fossile – un indice qu'une capacité nucléaire suisse durablement plus faible va plutôt de pair avec davantage de production fossile dans le voisinage, même si le bilan exact de CO₂ dépend du modèle et n'est pas chiffré de manière définitive. Moins solide, mais économiquement et aussi politiquement remarquable, est le constat relatif à l'interaction avec le nucléaire allemand: il suggère que le parc nucléaire européen dans son ensemble pourrait avoir un effet modérateur sur les pics de prix lors d'arrêts suisses – un effet qui, en cas de nouveau recul de la puissance garantie dans plusieurs pays voisins de la Suisse, conduirait à des prix encore plus élevés.



Cette analyse ne montre pas seulement ce qu'ont coûté deux arrêts concrets: elle montre à quoi ressemblerait un système électrique structurellement moins doté en nucléaire suisse. Une dépendance accrue aux importations, une fonction tampon surestimée de l'hydraulique et une production fossile probablement plus élevée dans les États voisins ne sont pas des risques hypothétiques, mais des réactions observées du système. De nouvelles centrales peuvent contribuer à résoudre ces problèmes, ou du moins à les atténuer. Qui rejette de nouvelles centrales doit expliquer comment il entend éviter ces conséquences.

Sources

- [1] Analyse de régression propre sur la base des données horaires de l'ensemble de la période 2021–2025 (flux transfrontaliers Swissgrid, avec contrôle de la charge, du fil de l'eau, du solaire, de l'éolien, de l'heure, du jour de la semaine, du mois et de l'année).
- [2] Modèle propre de redistribution temporelle de l'hydraulique d'accumulation (v2) pour les deux épisodes d'indisponibilité de Leibstadt 2021 et Gösgen 2025, vérifié par rapport aux profils de prix et d'engagement observés et aux données de stockage de l'OFEN.
- [3] Modèle d'éviction propre à cinq zones pour les deux mêmes épisodes, sur la base des données de production d'Energy-Charts (DE/FR/AT/IT) et des flux transfrontaliers de Swissgrid.
- [4] Modèle de dispatch propre à cinq zones pour les deux mêmes épisodes; fourchette de sensibilité issue d'ordres d'appel extrêmes (irréalistes).
- [5] Analyse de régression propre pour les deux mêmes épisodes: supplément de prix suisse par rapport à DE/FR/AT en fonction de la production nucléaire allemande, avec et sans centrage par régime.
- [6] Calcul propre sur la base de la statistique suisse de l'électricité 2025 (production thermique) ainsi que d'un test de résistance de dispatch attribuant l'ensemble de la production thermique aux quatre heures les plus chargées de chaque journée; puissance de réacteur supposée: 1,2 GW avec une disponibilité de 90 pour cent.



CONCLUSION

Sept affirmations, un schéma récurrent: la campagne adverse travaille rarement avec des chiffres faux, mais régulièrement avec des chiffres incomplets. Trois votations populaires sont ramenées à un vote contre le nucléaire, alors qu'une seule portait sur la question. Une dépendance russe est invoquée pour l'extraction de l'uranium, où elle est faible, plutôt que pour l'enrichissement, où elle était réelle et où elle est précisément en train d'être réduite. Les déchets radioactifs passent pour un problème non résolu, alors que le dossier du site a été déposé devant le Conseil fédéral et suit désormais la procédure d'autorisation générale. Et la «voie suisse» est qualifiée de succès, ce que les propres scénarios de la branche électrique ne permettent pas d'affirmer. Qui connaît les chiffres complets parvient à d'autres conclusions que celles suggérées par la campagne opposée au nucléaire.

Ce rapport n'a d'ailleurs considéré les avantages du nucléaire que de manière incomplète, à savoir comme source d'électricité. Or la chaleur produite par les réacteurs peut aussi être utilisée directement. En Suisse, Beznau le démontre depuis des décennies: par l'intermédiaire du chauffage à distance régional de la basse vallée de l'Aar, la centrale approvisionne les communes environnantes avec une partie de sa chaleur résiduelle, soit environ 170 GWh de chaleur par an, remplaçant ainsi du mazout qui serait autrement brûlé. [1] Ce qui doit remplacer cette chaleur reste ouvert à ce jour. Une centrale de chauffage au bois est prévue à Döttingen, dont le besoin a d'abord été estimé à quelque 59'000 tonnes de copeaux de bois par an; entre-temps, Refuna examine en outre une grande pompe à chaleur utilisant l'eau de l'Aar. [2] Quelle que soit la variante ou la combinaison finalement retenue, il ne s'agira que de remplacer une source de chaleur qui fonctionne déjà. Pour atteindre les objectifs climatiques, la chaleur est peut-être plus importante que l'électricité elle-même, car la chaleur ambiante et la chaleur industrielle comptent parmi les secteurs les plus difficiles à décarboner. En conséquence, de nombreuses nouvelles conceptions de réacteurs, en particulier les petits réacteurs modulaires (SMR), misent aussi sur des usages en dehors de la production d'électricité – un avantage supplémentaire de la flexibilité qu'offre le nucléaire, ce qui n'a pas pu être suffisamment apprécié dans le cadre de ce rapport centré sur le remplacement des réacteurs existants.

Même si le nucléaire n'est pas la manière la moins chère de produire un kilowattheure, la plupart des analyses indiquent que les coûts globaux les plus bas sont atteints par les systèmes énergétiques misant sur la coexistence des renouvelables et du nucléaire. Une nouvelle centrale ne verra certes probablement pas le jour sans participation de l'État, mais cela ne vaut pas seulement pour le nucléaire: presque aucun grand projet d'infrastructure ne se réalise aujourd'hui sans fonds publics, et rapporté au kilowattheure subventionné, le nucléaire ne dépasse pas le soutien au solaire alpin. Ce qui est déterminant, c'est l'effet de ces moyens. Selon l'étude de BAK, chaque franc de soutien génère une utilité économique allant jusqu'à 5,20 francs, majoritairement à l'intérieur du pays, parce que la construction, l'exploitation et l'entretien s'y déroulent. S'y ajoute ce qui se chiffre plus difficilement: qui importe une part croissante de son électricité hivernale cède du contrôle – sur les prix, sur la disponibilité et sur sa propre position de négociation. Et qui met à l'arrêt une source d'énergie de base pratiquement exempte de CO₂ déplace des émissions vers le voisinage, comme le montre l'analyse des deux épisodes d'indisponibilité.

Reste au bout du compte une question à laquelle aucune étude ne peut répondre. Personne ne sait ce que coûtera l'électricité en 2050, quel mix sera alors importable, avec quelle fiabilité l'hydraulique produira dans un climat plus chaud, ni à quelle vitesse le développement des renouvelables progressera réellement. Dans une telle incertitude, ce qui compte n'est pas quelle trajectoire paraît la moins chère dans le modèle, mais laquelle se révèle valable dans le plus grand nombre d'évolutions envisageables. La recherche sur la décision appelle cela la planification robuste : au lieu d'optimiser pour un avenir supposé, on cherche la trajectoire qui tient dans le plus grand nombre possible d'évolutions – ce qui signifie, en pratique, ne pas fermer d'options trop tôt. [3]

C'est exactement de cela qu'il s'agit dans les urnes. Un OUI à la loi sur le nucléaire ne construit encore aucune centrale. Il ouvre seulement la possibilité d'en construire une, si cela s'avère judicieux. Un NON ferme cette option pour une génération de plus. Qui le souhaite en porte la charge de la justification et doit expliquer comment une Suisse sans énergie nucléaire assurera à l'avenir son approvisionnement en hiver, limitera sa dépendance aux importations et atteindra ses objectifs climatiques. Cette explication, la campagne adverse la doit encore.

**Tu veux en savoir plus ?
Peut-être t'engager toi-même ?**

**Notre site de campagne est un excellent
point de départ !**

**Retrouve-nous sur :
www.ja-kernkraft.ch**

Sources

[1] REFUNA AG, chauffage à distance régional de la basse vallée de l'Aar: <https://www.refuna.ch/>

[2] REFUNA AG / Axpo, projet « Refuna Zukunft » (anciennement centrale de chauffage au bois de Döttingen), examen technologique du 18 février 2026: <https://refuna-zukunft.ch/2026/02/technologiepruefung-sorgt-fuer-mediale-resonanz/>;

complément: Aargauer Zeitung, « Baut die Refuna doch kein Holzheizwerk für die Wärmeversorgung nach AKW-Ende? »:

<https://www.aargauerzeitung.ch/aargau/zurzibiet/refuna-kein-holzheizwerk-fuer-waermeversorgung-nach-akw-ende-ld.4123494>

[3] RAND Corporation, « Robust Decision Making »:

<https://www.rand.org/pubs/tools/TL320/tool/robust-decision-making.html>



AUTEURS



GUIDO NÚÑEZ-
MUJICA

Guido Núñez-Mujica est directeur de la science des données à l'Anthropocene Institute. Il a étudié l'informatique, la physique et la biologie à l'Université de Los Andes, au Venezuela. Il travaille aujourd'hui notamment comme scientifique des données, bio-informaticien et communicateur scientifique. Son engagement dans de nombreux domaines lui a valu d'être distingué comme TED Fellow et Fellow de la Cornell Alliance for Science.



NIELS-ARNE
MÜNCH

Niels-Arne Münch est titulaire d'un diplôme en sciences sociales (Diplom-Sozialwirt). Depuis plus de quinze ans, il s'intéresse à l'interaction entre approvisionnement énergétique et société dans le contexte de la crise climatique. Au sein de WePlanet, il a notamment dirigé une étude examinant la possibilité d'un approvisionnement énergétique allemand futur incluant l'énergie nucléaire. Il vit avec sa famille à Göttingen.

À PROPOS DE L'ANTHROPOCENE INSTITUTE

L'Anthropocene Institute œuvre à la transition vers un avenir durable et d'abondance. De l'énergie propre de nouvelle génération à la restauration des océans, nous soutenons les innovations et les écosystèmes qui rendent la prospérité mondiale possible. Nous réunissons chercheuses et chercheurs, entrepreneuses et entrepreneurs, investisseurs et décideurs politiques, et transformons les idées en actes – par des technologies, des capitaux et des orientations politiques qui affrontent directement la crise climatique.

anthropoceneinstitute.com

À PROPOS DE WEPLANET DACH

WePlanet DACH est la section germanophone de WePlanet et couvre l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse. WePlanet est un réseau mondial d'organisations de terrain à but non lucratif qui s'engagent pour des solutions fondées sur les faits contre le changement climatique, l'extinction des espèces et la pauvreté.

WePlanet a été fondé en 2022. Le travail du réseau est rendu possible par les cotisations de membres et les dons, ainsi que par les contributions très appréciées de la Rodel Foundation, de la Quadrature Climate Foundation, de la Dreamery Foundation, de Founders Pledge et de l'Anthropocene Institute. WePlanet ne sollicite ni n'accepte de financements d'entreprises.

L'association WePlanet DACH e.V. est inscrite au tribunal d'instance de Berlin-Charlottenburg sous le numéro VR 37433 B et reconnue d'utilité publique pour la promotion de la protection de l'environnement. Elle est inscrite au registre allemand des représentants d'intérêts sous le numéro R004145 ; WePlanet est inscrit au registre de transparence de l'UE sous le numéro 179551845769-58.

WePlanet DACH: www.weplanet-dach.org

WePlanet: www.weplanet.org

